Le Soir
PANORAMA

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

A FONDS PERDUS

Menaces sur la Federal Reserve

Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

La gestion de la crise financière ne semble pas avoir livré tous ses secrets. Après la nationalisation des banques par des néoconservateurs que l'on croyait viscéralement réfractaires à toute intervention de la puissance publique dans la sphère économique et financière, le Congrès américain examine actuellement un projet de loi qui attenterait à la sacro-sainte indépendance de la Banque centrale, la Federal Reserve.

Parmi les dogmes longtemps consacrés, il en est un qui ne souffre d'aucune équivoque : la sphère économique gagne à ce que l'Etat s'y intéresse le moins possible. Suivant une approche «conventionnelle» établie, l'effet escompté de l'indépendance de la banque centrale sur la performance économique incite à couper le lien ombilical la rattachant habituellement au pouvoir politique. A ce titre, la banque centrale dispose d'une autonomie organique, fonctionnelle et financière pour mener à bien la politique financière et monétaire en quête, principalement, de croissance, de maîtrise de l'inflation et de stabilité des prix.

Théoriquement, cela a un sens : tout gouvernement est réputé laxiste parce que soucieux d'être reconduit ou renouvelé, il a tendance à recourir à des mesures discrétionnaires pour relancer l'activité économique et au seigneuriage pour financer les déficits publics. Il y a alors lieu d'isoler la conduite de l'action monétaire des aléas de la conjoncture politique et des échéances électorales.

Les travaux empiriques effectués à ce jour n'établissent aucun effet de cette indépendance sur la croissance réelle ou sa variance dans les pays avancés et des études récentes arrivent à la conclusion inverse s'agissant des pays sous-développés.

Ron Paul (représentant du Texas), adversaire acharné de l'ultralibéralisme et de l'indépendance de la Fed, a, chose incroyable et relativement blasphématoire, réussi à entraîner approximativement les deux tiers de la Chambre des représentants pour co-parrainer un projet de loi qui mettrait en péril cette indépendance de la Fed. Le projet de loi est innocemment intitulé «loi sur la transparence».

Alan S. Blinder, professeur d'économie et des affaires publiques à l'Université Princeton et directeur du Centre d'études de politique économique dans la même institution, par ailleurs ancien conseiller économique à la Maison-Blanche de 1993 à 1994 et vice-président du conseil des gouverneurs de la Fed de 1994 à 1996, est inquiet au sujet de l'immixtion du politique dans les affaires de l'autorité monétaire, et il le dit : «Ceux qui soutiennent que le problème réside dans un "plus d'Etat" ont tort. Le vrai problème est que le gouvernement est incité et tiré par des groupes d'intérêts et des partis pris politiciens, souvent au détriment de l'intérêt public. Washington gagne à apprendre auprès d'autorités indépendantes comme la Federal Reserve (...) Renvoyer la balle aux technocrates n'est pas affaiblir la démocratie — le Congrès pourra toujours la reprendre — mais cela produira une meilleure politique.»

Ce rappel idéologique des bonnes intentions libérales n'est pas fortuit, ni quant à son objet, ni quant à son opportunité. Il coïncide avec l'examen par le Congrès américain du projet de loi qui soumettrait la Federal Reserve aux audits de ses membres et l'étude vient juste d'être mise en ligne sur le site de la publication US de référence en matière de politique et d'économie internationales, Foreign Affairs (*).

«Il serait dommage de laisser cela se produire. Certaines fonctions gouvernementales appartiennent en propre au domaine de la technocratie (par exemple, l'approbation de médicaments) et d'autres appartiennent à la sphère du politique (par exemple, le mariage homosexuel).»

Pour l'auteur de cet avertissement, la Fed est une «réalisation notable de l'ère progressiste», conçue pour mener une politique monétaire résolument neutre : elle ne dispose que d'un mandat légal vague du Congrès pour assurer à la fois «des prix stables» et «le maximum d'emplois» (une innovation majeure introduite à l'ère Clinton sous l'impulsion de l'aile gauche du Parti démocrate), dans une discrétion et une liberté quasi totales.

A l'abri des préoccupations et injonctions de politique partisane, la Fed a, sans pour autant être parfaite, fait preuve de haute compétence.

A son actif quelques succès spectaculaires : elle a réussi à éviter aux Etats-Unis le tsunami financier qui a affecté les économies asiatiques en 1997-98, elle a «surfé» sur les vagues de la «bulle technologique» qui a accompagné l'effondrement des valeurs technologiques (le Nasdaq) en 2000 et, plus récemment, elle a adopté des mesures exceptionnelles pour éviter «une grande dépression», aux dires de son président, Ben Bernanke.

Au passif de la Fed, on lui reproche d'avoir fortement relâché sa surveillance sur les banques dans la période qui a précédé la crise actuelle ; elle n'a pas, non plus, suffisamment protégé les consommateurs contre les «prêts hypothécaires d'éviction» qui les ont mis à la rue par millions.

Outre ces points noirs, le Congrès ne semble avoir aucune peine à justifier ses velléités de contrôle de l'activité de la Fed. Il a pour lui un argument en béton : la Fed a usurpé l'autorité du Congrès en sollicitant l'argent du contribuable — par exemple pour faciliter l'acquisition de Bear Stearns par JP Morgan Chase et renflouer AIG en 2008.

Voilà pourquoi Ron Paul n'éprouve pas de difficulté à convaincre ses camarades (le mot a changé de camp) du Congrès pour soumettre au contrôle du Government Accountability Congrès Office (GAO) les décisions de la Fed sur la politique monétaire et ses relations avec les banques centrales étrangères et les gouvernements étrangers.

Le Government Accountability Office (GAO) est l'organisme d'audit, d'évaluation et d'investigation du Congrès des Etats-Unis en charge du contrôle des comptes publics. Une sorte de Cour des comptes à l'américaine. Il est dirigé par the comptroller general of the United States (le contrôleur général des Etats-Unis), un poste professionnel et non partisan.

En apparence, l'audit de la Fed par le Congrès n'a donc rien de révolutionnaire. Après tout, la Fed réalise déjà un audit externe régulier de ses états financiers, le GAO est déjà autorisé à examiner l'essentiel des opérations de la Fed et son président et d'autres fonctionnaires sont souvent convoqués devant les comités du Congrès pour rendre compte de leurs activités, y compris sur les questions monétaires où ils sont censés être indépendants. Enfin, le Congrès a toujours eu, sans jamais l'utiliser, le droit de passer outre les décisions de la Fed.

En quoi, alors, ce qui s'apparente à une tempête dans un verre d'eau, le passage de la politique monétaire sous l'œil critique du GAO qui travaille pour le Congrès peut-il bouleverser l'échiquier institutionnel ?

Logique politique et logique technocratique forment de l'avis d'Alan S. Blinder deux espaces distincts aux cloisons religieusement hermétiques qui ne peuvent être battues en brèche au risque de faire du «socialisme» sans le savoir.

En cela, son parti pris est une «question de principe», aurait-on dit dans les années 1970.

A. B.

(*) Alan S. Blinder, *The Fed's Political Problem : How Politics Threatens US Monetary Policy*, Foreign Affairs, september 3, 2009.

POUSSE AVEC EUX !

Quand j'vous dis qu'ils gouvernent avec leurs pieds !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Pourquoi le virus AH1N1 n'inquiète pas vraiment le ministère de l'Education ? Parce que ça fait déjà un moment que l'Ecole algérienne est…

… grippée !

Lu dans *El Watan* : «Des milliers de chaussures commandées par le ministère de la Solidarité et destinées aux sinistrés et aux démunis abandonnées à la foire d'Alger.» Diable ! Le ministre du culte, Boualem Ghoulamallah, aurait-il raison ? Une montagne de godasses neuves qui ne trouveraient pas preneurs, faute de pauvres ? Mais alors, si nous sommes tous et toutes convenablement chaussés, pourquoi diantre le ministère de ce bon docteur Ould Abbès a-t-il commandé autant de grolles ? Il y a là une sorte de blanc comme disent mes amis de la radio. Je n'arrive pas à m'expliquer logiquement, à reconstituer de manière cartésienne ce moment «bizarre» qui voit un ministère commander des centaines de milliers de chaussures pour les pauvres et leur stockage ensuite, des années durant dans un dépôt de la foire. Que s'est-il réellement passé entre la phase 1, celle où l'on fait le constat que des Algériens n'arrivent pas à se chausser, la phase 2, celle où l'on commande les chaussures, et la phase 4, celle de l'oubli de cet arsenal de chaussures dans un lieu de stockage ? Il y a une phase, la phase 3 qui manque à l'appel. Je ne vois qu'une seule explication, certes hallucinante, certes incongrue aux yeux vigilants des économistes, mais c'est la seule que j'ai à me mettre sous la dent de manière hallal en ce Ramadan : entre la commande et la livraison, le pays a connu un phénomène unique au monde et pas assez médiatisé à mon goût. En quelques heures, quelques nuits, l'Algérie s'est vidée de tous ces pauvres, en premier les mal-chaussés. Très vite, sans que l'on sache vraiment comment, sans qu'il n'y ait eu des conditions atmosphériques extraordinaires, sans que ne se produise une éclipse totale du soleil par Jupiter et la Lune enlacées, sans que cela ne coïncide avec la sortie toujours attendue du dernier album de Cheb Yazid, l'Algérie est devenue un pays sans pauvres. Sans pauvres, donc sans mal-chaussés, mais avec un gros, un grave, un énoooooooorme problème : que faire de ces milliers de chaussures sans pieds ? Importer des pauvres dans le cadre de la prochaine loi de finances ? Les vendre aux enchères – les chaussures, pas les pauvres importés, bien sûr — et avec l'argent ainsi récolté relancer le crédit à la consommation ? Amis lectrices et lecteurs, aidez à trouver une solution en répondant à cette seule question «que faire de toutes ces chaussures ?» et envoyez vos réponses aux ministères de la Solidarité et des Affaires religieuses. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com